

Les gouvernements ne peuvent réaliser cet objectif seuls. Pour y arriver, il faudra faire appel à la pleine participation de tous Canadiens, de quelque couche de la société qu'ils soient. C'est, dans une certaine mesure, le processus qui a été entrepris et qui se poursuivra sous l'égide de la Table ronde. On a grand besoin de canaliser les efforts des multiples forces en présence, si l'on veut essayer de donner corps à ce que nous venons de commencer à comprendre. C'est ainsi que les choses se passent dans ce bas monde, surtout pour ce qui touche l'économie, quand celle-ci compromet notre capacité même de survivre sur cette terre.

Il y a un certain nombre de joueurs sur le terrain et, d'ici longtemps, il va absolument falloir s'assurer que toutes ces forces tendent vers le même but.

Nous sommes revenus de Rio convaincus que la transparence—c'est-à-dire l'art d'agir ouvertement, publiquement, en mettant à contribution tous les secteurs de notre société afin de résoudre des problèmes absolument fondamentaux—est essentielle. À mon avis, l'un des défis que devra relever la Table ronde consistera à trouver le moyen d'inciter le public à prendre part au dialogue et à veiller à lui faire connaître l'excellent travail qu'elle a accompli jusqu'ici et qu'elle continuera d'accomplir pour que des mesures concrètes soient prises à tous les niveaux.

Elle devra évidemment s'assurer que le processus est participatif, c'est-à-dire qu'on invite le public à participer aux discussions au moment où les diverses questions sont débattues, au lieu de ne lui présenter que des recommandations sur les mesures à prendre, en présumant qu'il les acceptera d'emblée. Ce dont on a besoin, par-dessus tout, c'est de volonté politique, dans un camp comme dans l'autre de la Chambre, dans tous les ordres de gouvernement, dans toutes les sphères de l'activité humaine. Il n'y a plus à proprement parler de questions purement environnementales. Inversement, toute question a une certaine incidence sur l'environnement.

Je voudrais passer en revue quelques-unes des questions environnementales qui sont devenues urgentes et peut-être vous faire voir combien loin du but nous sommes. J'aborderai certains aspects de la politique officielle qui, selon moi, n'ont pas été examinés comme il faut.

La politique officielle doit coïncider avec le mandat confié à la Table ronde nationale, qui comme tous les autres organismes canadiens a une tâche énorme à accomplir, si l'on veut commencer à protéger vraiment cette planète que nous léguerons à nos enfants et à nos petits-enfants.

Initiatives ministérielles

Permettez-moi de dire un mot sur le Plan vert. Il prouve bien qu'on ne va pas loin avec des mots. Le Plan vert, qui a été déposé en fanfare en 1990, promettait beaucoup. Depuis lors, nous avons vu l'engagement du gouvernement envers le Plan vert fondre comme neige au soleil. Nous avons vu le budget passer en peu de temps de trois milliards de dollars sur cinq ans à trois milliards de dollars sur six ans. Ce qui s'est traduit par une réduction de plus de 20 p. 100 dans la toute première année du Plan vert. Dans le budget de l'an dernier, d'autres réductions ont été apportées. La même chose est arrivée cette année.

• (1600)

Cette année, les dépenses devaient s'élever à plus de 550 millions de dollars, mais elles ont été réduites à 415 millions de dollars, puis à 400 millions de dollars. Tous les ans, depuis le dépôt du Plan vert, les ressources affectées à ce dernier ont constamment diminué.

L'autre point fondamental qu'on est arrivé à comprendre au sujet de la protection de l'environnement, c'est que c'est une question très complexe qui va au cœur même de nos relations avec les autres peuples du monde.

Nous savons maintenant que la destruction de l'environnement est causée par la croissance démographique, les pressions accrues en faveur de la prospérité et l'augmentation de la demande en matière énergétique. Nous savons que la pauvreté est la cause première de la destruction de l'environnement puisque la population des pays pauvres détruit le sol et les forêts simplement pour survivre.

Pour des pays comme le Canada, qui connaissent l'abondance, il ressort de tout cela que si on est vraiment sincère quand on dit vouloir sauver la planète pour les générations futures, il faut, dès aujourd'hui, se porter au secours des populations qui souffrent de la pauvreté, de la famine, de la maladie, de la malpropreté de l'eau, et pas seulement dans notre propre pays mais partout ailleurs dans le monde.

C'est pourquoi l'orientation qu'on est en train d'imprimer au financement de l'aide au développement est si tragique: on veut retirer des millions de dollars à l'aide au développement consentie depuis plus d'une décennie maintenant aux plus démunis du monde. Commencer à réduire cette aide constitue la négation même de ce qu'on demande à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Prendre de l'argent à ceux qui ont faim pour le donner à ceux qui peuvent le dépenser là où il profitera le plus à notre commerce est carrément immoral.